

Nous rejetons, comme les autres prêteurs et en fait les emprunteurs, la notion que l'on pourrait trouver quelque solution magique qui permettrait d'éliminer rapidement le problème de la dette internationale.

Je n'ai rien trouvé dans la question posée qui justifie une telle insulte à l'intelligence des sénateurs, particulièrement de ceux qui, comme le leader du gouvernement, ont siégé au comité qui a récemment étudié cette question à fond. Je ne sais pas pourquoi le gouvernement a jugé nécessaire de nous imputer la notion que l'on pourrait trouver quelque solution magique qui permettrait de régler ce problème. Cependant, ce n'est pas là l'objet de ma question.

La réponse est tout à fait banale et condescendante. Même dans les documents d'information remis à une délégation parlementaire qui s'est rendue récemment en Europe on trouvait beaucoup plus de mesures innovatrices, y compris quatre qui pourraient être attribuées, en partie du moins, au rapport de mon comité sur cette question.

Je vais citer un extrait d'un discours prononcé le 24 avril par le ministre des Finances et dont le texte a été incorporé au dossier que j'ai reçu au sujet du prochain sommet. Parlant du problème de la dette du tiers monde, dont il reconnaît l'importance et l'urgence, voici ce qu'il dit:

Il est généralement admis que la solution au problème auquel font face les pays les plus pauvres doit nécessairement passer par un accroissement du financement à des conditions de faveur. Il faut faire davantage à ce chapitre. Nous croyons que le rééchelonnement des crédits commerciaux à des taux inférieurs à ceux du marché constitue une nouvelle forme d'aide importante.

Plus loin dans le même discours, il parle de la nécessité de prendre des initiatives en matière de commerce international par le truchement du GATT pour que ces pays puissent exporter leurs produits vers les pays développés. Qu'il me suffise de faire mention des provisions importantes constituées par les banques canadiennes, sans parler des remises de toutes les dettes d'États souverains en Afrique, dont je félicite le gouvernement.

Dans le *Globe and Mail* de ce matin, le 18 mai, il y avait . . .

Le sénateur Doody: La question!

Le sénateur van Roggen: J'aurai une question dans exactement une minute.

Le *Globe and Mail* de ce matin, donc, contient un éditorial vedette—que certains sénateurs auraient avantage à lire—qui décrit longuement les nombreuses solutions que proposent divers pays et diverses institutions, notamment des institutions canadiennes, pour améliorer la situation de l'endettement, qui va de mal en pis. Voici un paragraphe de cet éditorial:

La Banque de la Nouvelle-Écosse du Canada a fait une proposition analogue, la First Interstate Bancorp de Los Angeles une autre et la Banque canadienne Impériale de Commerce encore une autre. Toutefois, elles se buttent à l'opposition rigoureuse du gouvernement Reagan contre tout ce qui pourrait sembler une ingérence dans les marchés. Toutes ces sociétés espèrent que la réunion au sommet du Groupe des 7 permettra à d'autres grands pays capitalistes de guérir Ronald Reagan de sa myopie.

[Le sénateur van Roggen.]

• (1420)

Voici la question que j'adresse au ministre: Devons-nous déduire de la réponse déposée ici le 10 mai dernier, que nous appuyons entièrement Ronald Reagan qui est myope et qui ne fait rien sauf de répéter l'ancien plan Baker? Le leader du gouvernement demandera-t-il au ministre de nous donner autre chose que cette réponse condescendante que nous avons reçue le 10 mai? De fait, réclamera-t-il un énoncé des questions précises que le Canada espère soulever au sommet en vue de remédier à ce problème?

L'honorable Lowell Murray (leader du gouvernement et ministre d'État (Relations fédérales-provinciales)): Honorables sénateurs, après le dépôt de la réponse au nom du gouvernement par le sénateur Phillips le 10 mai dernier, les mêmes arguments que vient de formuler le sénateur van Roggen ont été exprimés en termes beaucoup plus modérés comme d'habitude par le leader de l'opposition. La question du sénateur van Roggen est donc tout à fait superflue. En réponse au sénateur MacEachen, je me suis engagé à demander au ministre des Affaires extérieures s'il pouvait fournir sous peu d'autres explications.

LA SANTÉ ET LE BIEN-ÊTRE SOCIAL

LE SYNDROME D'IMMUNO-DÉFICIENCE ACQUISE—
L'ÉDUCATION, LA RECHERCHE ET LE TRAITEMENT—
L'ASSISTANCE DE L'ÉTAT

L'honorable Stanley Haidasz: Honorables sénateurs, au cours d'une conférence internationale relative au SIDA qui avait lieu en début de semaine, les délégués ont déploré les maigres crédits—750 000\$ seulement—consacrés par l'État fédéral à l'éducation, à la recherche et au traitement des victimes du SIDA. J'aimerais demander au leader du gouvernement au Sénat si son gouvernement a l'intention d'augmenter l'aide financière à ces trois chapitres.

L'honorable Lowell Murray (leader du gouvernement et ministre d'État (Relations fédérales-provinciales)): Les honorables sénateurs doivent savoir que le programme national du SIDA a été créé en 1983. En mai 1986, l'actuel ministre de la Santé nationale et du Bien-être social annonçait l'adoption d'un programme national quinquennal relatif au SIDA, doté de 39 millions. Le programme comporte les éléments suivants: recherche exhaustive sur le SIDA; éducation du public et des professionnels de la santé en exécution d'un marché passé avec l'Association canadienne de l'Hygiène publique; aide à tous organismes communautaires du pays s'occupant du SIDA, et renforcement des moyens de diagnostic dans le but de dépister le virus du SIDA dans toutes les régions du pays.

Le Centre fédéral du SIDA a été créé en juillet 1987 pour coordonner toutes les activités du gouvernement canadien en matière de lutte et de traitement du SIDA. J'ai appris par les médias les critiques qui ont été adressées à la politique de l'État lors de cette conférence dont mon ami a parlé. Quand il y aura d'autres décisions à annoncer, c'est le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social qui s'en chargera, et j'en informerai le Sénat.